

Histoire de la Chine moderne

M. Pierre-Étienne WILL, professeur

Une part substantielle du cours de l'année dernière avait été consacrée au financement de la bureaucratie territoriale en Chine à la fin de l'empire. Nous avons rappelé que, si le discours sur un fonctionnariat salarié et indépendant, qui fait en effet l'originalité de l'institution bureaucratique traditionnelle, demeurait de rigueur, l'économie générale du système n'en impliquait pas moins que les administrateurs se financent eux-mêmes dans une plus ou moins large mesure, sans pour autant compromettre la légitimité de l'État dynastique. En soi cette conclusion n'a rien de particulièrement original. Encore fallait-il tenter, comme nous l'avons fait, d'examiner en détail les ressources des fonctionnaires locaux et les charges qui pesaient sur eux et analyser au plus près les compromis et les stratagèmes, fiscaux ou autres, permettant au système de s'auto-équilibrer en dépit de contraintes financières qui, en bonne règle, auraient dû se traduire par une complète paralysie. Il fallait aussi, et peut-être surtout, replacer cette problématique dans le temps historique, car les données économiques, politiques et réglementaires de l'équation évoluent considérablement pendant les trois derniers siècles de la période impériale. Alors que nous nous étions beaucoup attardé sur les effets à court et moyen terme des réformes de l'empereur Yongzheng (1723-1735), à commencer par celle des salaires des fonctionnaires en poste dans les provinces, nous nous sommes attaqué cette année au « problème du XIX^e siècle ».

Ce problème, tel que nous l'envisageons, est double. C'est d'abord un problème objectif, au sens où les contradictions et contraintes que nous avons analysées s'aggravent indiscutablement après 1800. Mais c'est aussi un problème historiographique : le discours sur la crise générale de l'État chinois au XIX^e siècle et sur la décadence de la bureaucratie — dominant dans les sources du temps et chez les historiens modernes — doit être d'une manière ou d'une autre réconcilié avec une réalité qui apparaît, non pas certes systématiquement positive, mais à coup sûr beaucoup plus nuancée et beaucoup plus compliquée qu'on ne l'admet généralement, et donc beaucoup plus intéressante. Il existe une

vaste littérature théorique et surtout pratique, dont nous avons déjà souvent parlé, émanant d'administrateurs de terrain considérés (et se considérant) comme des modèles et contrastant fortement avec l'image habituelle d'un fonctionnariat pourri et incompetent, voire obscurantiste. Ces textes ne cessent de parler de difficultés et de dénoncer des abus, mais ils ne suggèrent pas une bureaucratie ayant totalement abdiqué ses responsabilités et uniquement vouée à rançonner le peuple ; beaucoup démontrent au contraire un engagement profond au service du public et une volonté parfois efficace de réforme, morale et technique.

Il s'agit donc, comme toujours, de naviguer entre les réalités et les perceptions. Nous nous étions longuement étendu sur ce qu'on est convenu d'appeler la corruption administrative, ou plutôt, et pour user d'un terme moins marqué, les prélèvements non légaux opérés par les administrateurs et par leurs bureaux. La disproportion entre les revenus légaux des fonctionnaires et leurs besoins — besoins objectifs et incompressibles, ou alors purement « culturels », suscités par leur environnement social et familial — est une donnée constante, que même les réformes drastiques du règne Yongzheng n'ont pu modifier pour très longtemps : bien au contraire, à compter des années 1760 environ cette disproportion n'a fait que s'accroître. Le système continuait de fonctionner au prix d'un ensemble de ponctions extra-fiscales, prenant la forme de surcharges ou de commissions plus ou moins légales et plus ou moins acceptées au nom de la coutume, à la limite purement extorsionnistes. L'étude attentive de ces phénomènes, à laquelle nous avons déjà consacré beaucoup de temps, ainsi que de la manière dont ils sont perçus, est d'une importance capitale pour saisir l'évolution des problèmes dans le temps. Nous avons fait à la fin du précédent cours allusion aux dernières années du XVIII^e siècle et aux premières du XIX^e, qui sont une période charnière à cet égard. La dégradation des comportements semble alors s'accélérer brusquement ; mais en même temps l'on rencontre des tentatives sérieuses du pouvoir central pour renverser le cours des choses, tout comme on assiste aux efforts d'une élite de fonctionnaires, peu nombreuse mais influente et admirée, pour convaincre la profession qu'il reste possible, en dépit de la détérioration objective des conditions, de pratiquer une administration intègre et efficace. Qu'en a-t-il été ?

C'est donc là que se pose le « problème du XIX^e siècle ». Mais une première question, que nos habitudes de langage nous font oublier, est de savoir si cette notion même de « XIX^e siècle » a le moindre sens pour ce qui nous concerne ici : ce système de datation est complètement étranger à la mesure du temps en Chine, du moins jusqu'à l'époque contemporaine, et il n'est pas certain que notre manière de personnaliser les siècles dans l'histoire européenne (« de Louis XIV », « des Lumières », « romantique »...) se transpose si aisément à la Chine.

Si l'on s'en tient au niveau des représentations, les notions qu'on a le plus couramment associées au XIX^e siècle en Chine sont celles de décadence, d'invasion et d'humiliation. Dans cette vision le XIX^e siècle se définit comme celui où la Chine s'est trouvée pour la première fois de son histoire contrainte d'aban-

donner ses prétentions à l'universalité et à la centralité et de remettre en question certains de ses fondements culturels — ceci du fait de sa propre faiblesse et de l'agressivité nouvelle des nations occidentales en train de s'industrialiser et d'édifier leurs empires coloniaux, certes, mais aussi parce que sa glorieuse tradition était en quelque sorte arrivée au bout du rouleau. Cette conception, pour n'être pas dénuée de sens, n'en reste pas moins tributaire d'une perspective internationale imposée de l'extérieur. Mais il est également vrai que, si l'on s'attache aux faits proprement chinois que ne cessent de nous révéler les sources primaires et si l'on considère l'histoire de la dynastie des Qing *de l'intérieur*, la période qui s'écoule de 1800 à 1900 (dans notre comput) présente une très grande cohérence : la Chine a bien « son » XIX^e siècle, même s'il ne se chiffre ainsi que par référence à nos propres repères historiques.

La mort de l'empereur Qianlong en 1799 marque à beaucoup d'égards la fin d'un « XVIII^e siècle » que l'on peut faire débuter en 1722, avec l'avènement de l'empereur Yongzheng, ou plus haut en 1680, avec la réduction du dernier foyer de résistance au régime mandchou à Taiwan, la réouverture du commerce maritime, et le démarrage d'une phase de croissance démographique et économique extrêmement rapide au regard des normes du temps, qui durera, justement, un peu plus d'un siècle, et sur quoi reposent cette prospérité et cette autorité qui impressionnaient tellement les visiteurs européens. L'arrivée effective aux affaires de l'empereur Jiaqing (nominalement sur le trône depuis 1796) est une véritable « prise de pouvoir », marquée par la chute du favori de Qianlong, qui avait réussi en une vingtaine d'années à édifier ses propres réseaux et à dominer l'appareil d'État. L'on peut parler autour de 1800 d'un effondrement du « système Qianlong », et qui ne concerne pas que les enjeux de pouvoir. Le changement de règne coïncide aussi avec des évolutions économiques, institutionnelles et politiques dont le résultat net est que la texture de la vie de l'empire va rapidement prendre un tour très différent de ce qu'elle était pendant le « grand siècle » juste achevé. L'avènement de Jiaqing s'est par exemple traduit par l'ouverture du débat politique au sein de la bureaucratie, à l'instigation d'ailleurs du nouvel empereur, au moins au départ : il est assez vite devenu possible de débattre publiquement des problèmes de la bureaucratie et du gouvernement, et même, dans certaines limites bien sûr, de constituer ouvertement des groupements fondés sur des affinités politiques, alors qu'ils étaient impitoyablement pourchassés au siècle précédent. Même sur le plan des perceptions le contraste est très fort avec l'avant-1800. L'image formidable d'un régime puissant, d'une nation dominatrice, prospère et extraordinairement ordonnée qu'avaient encore ramenée chez eux les membres de la trop fameuse ambassade Macartney en 1793, par exemple, continuait de masquer les difficultés et les tensions accumulées dans le dernier tiers du siècle. Mais les choses ont ensuite très vite changé : s'il fallait caractériser d'un mot la première moitié de XIX^e siècle, nous parlerions peut-être d'une sorte de *réalisme morose*, en très fort contraste avec l'arrogance et l'autosatisfaction du siècle précédent, et aussi d'un sentiment généralisé de *crise*

morale, alors qu'à la fin du règne de Qianlong seuls un petit nombre de lettrés osaient exprimer ouvertement dans leurs écrits qu'il y avait, en effet, une crise morale.

A l'autre extrémité du siècle, 1900 marque une rupture plus nette encore, avec la prise de Pékin par le corps expéditionnaire international envoyé au secours des légations assiégées par les Boxeurs, la fuite de la cour à Xi'an, l'imposition par les Puissances d'indemnités de guerre colossales, et à la suite de ces événements la mise en route d'une modernisation irréversible des institutions par le régime mandchou aux abois. C'est la décennie faisant immédiatement suite aux événements de 1900 qui a véritablement mis fin à une organisation politique sanctionnée par deux millénaires de tradition, tant dans ses formes que dans ses fondements idéologiques : le début des temps contemporains en Chine se situe là, plutôt qu'en 1912, au premier de la République de Chine.

1800 et 1900 sont donc en Chine des années de crise, l'aboutissement à chaque fois de tensions et de dysfonctionnements accumulés pendant plusieurs décennies ; et ces crises se sont soldées par des réorientations plus ou moins drastiques, voire par de véritables ruptures. Mais il va de soi qu'entre ces deux dates le XIX^e siècle chinois a connu d'autres évolutions, tout aussi décisives. Après tout, ces missions et ces quartiers diplomatiques en butte à la vindicte des Boxeurs, ces territoires concédés servant de tête de pont aux interventions militaires des Puissances n'existaient pas en Chine au début de la période, et personne n'aurait imaginé qu'ils pussent un jour s'y trouver. Les premières concessions bénéficiant de l'exterritorialité datent du traité de Nankin (1842), au lendemain de la guerre de l'Opium ; les diplomates occidentaux se sont installés à Pékin après les traités de Tianjin, au lendemain de la seconde guerre de l'Opium et de la première invasion de la capitale en 1860. Autant et peut-être plus que ce nouveau facteur international, si important soit-il en raison de ses multiples conséquences, les rébellions qui ravagent la moitié de l'empire pendant plus de quinze années à partir de 1851 (celle des Taiping n'étant que la plus massive, la plus radicale et la plus durable) font que la seconde moitié du XIX^e siècle est à bien des égards très différente de la première. Les ravages matériels et les pertes humaines dans les riches provinces du Yangzi affaiblissent les capacités fiscales du régime (encore qu'on y observe un rebond économique remarquable pendant le dernier quart du siècle). Les indemnités de guerre qui s'accumulent au fil des défaites compromettent un timide début de modernisation industrielle et militaire — même si cette contrainte ne devient réellement paralysante qu'après le conflit sino-japonais de 1895, et surtout avec l'« indemnité Boxeur » : pour la première fois de son histoire l'État chinois s'endette, et massivement ; et ces prêts accordés par des consortiums étrangers, britanniques notamment, servent à financer non pas la guerre, à l'imitation de ce qu'avaient fait depuis des siècles les monarchies européennes, mais les conséquences de la défaite. Les années 1895-1900 sont donc une césure forte dans l'histoire financière du régime des Qing, comme d'ailleurs les années 1796-1804 un siècle avant, pendant lesquelles la répression

ruineuse de la rébellion millénariste du Lotus Blanc dans les massifs de Chine centrale avait vidé définitivement les réserves accumulées par le gouvernement central pendant la plus grande partie du XVIII^e siècle. Le XIX^e siècle est, typiquement, celui des déficits fiscaux et des difficultés financières de l'État. La rébellion du Lotus Blanc a aussi marqué la réapparition de la guerre civile au cœur même de l'empire ; quelque peu oubliés depuis les désordres de la transition dynastique au XVII^e siècle, les problèmes de défense locale redeviennent une obsession pendant la plus grande partie du XIX^e.

Sur le plan politique, la lutte contre les rébellions a facilité l'émergence d'une nouvelle génération de chefs de guerre et d'hommes d'État chinois (et non pas mandchous) qui ont su se ménager des bases provinciales puissantes, sans pour autant apparaître jamais menaçants pour le régime ; marié à un rigorisme confucéen extrême chez les plus fameux d'entre eux, l'intérêt pour les « affaires occidentales » marque indiscutablement les années 1860-1895. Plus près de notre sujet, les rébellions du milieu du siècle et la crise financière de l'État qui en est résultée ont eu un impact profond sur la composition et la mentalité du corps des administrateurs en ouvrant beaucoup plus largement qu'avant les recrutements et les promotions contre versement de contributions en argent, jusque dans les échelons supérieurs du système. Mais si la vénalité légale et le rôle de l'argent dans le déroulement des carrières se sont considérablement accélérés à partir de 1800 environ, après 1850 cette évolution prend des proportions sans précédent. Or, il est clair qu'à partir du moment où les carrières ne sont pas d'abord déterminées par les procédures bureaucratiques normales de recrutement et d'évaluation et où tout peut être arrangé contre argent, la discipline administrative (l'« ordre bureaucratique », *lizhi* 吏治), et par conséquent la qualité même de l'administration du point de vue des usagers, ne peuvent qu'en être gravement affectées.

Ce cadre étant posé, comment peut-on, par delà les discours purement normatifs ou purement critiques, tenter de retrouver la réalité complexe des tâches auxquelles étaient confrontés les administrateurs, ainsi que celle de leurs comportements, et de la façon dont ils négociaient entre les exigences de leur position et celles de leur vie privée, de leur environnement social et familial ? Nous privilégions pour ce faire deux types de sources. Le premier, ce sont les recueils de documents administratifs — les circulaires, correspondances de toute nature, directives, proclamations, règlements, décisions de tribunal, etc. — que publiaient certains fonctionnaires afin d'illustrer leur travail dans les postes qu'ils avaient occupés, et qui se multiplient incontestablement au XIX^e siècle. Ces anthologies, que l'on classe en général sous la catégorie *gongdu* 公牘 (pièces administratives), étaient fréquemment publiées avec une visée pédagogique, et de ce fait elles tendaient naturellement à mettre leur auteur en valeur, à souligner la qualité de son travail, son infatigable activité, la rigueur de son caractère, les difficultés de sa tâche, etc. : il y a un indiscutable effet d'image. Mais il ne s'agit pas simplement d'une littérature d'autocélébration. Ce qui fait à nos yeux le prix d'un

grand nombre de ces recueils, c'est le détail extrême avec lequel ils nous font apercevoir les tâches et les procédures de l'administration quotidienne du point de vue de l'administrateur lui-même, de celui qui en a personnellement la responsabilité, qui doit obtenir de ses subordonnés que les choses se fassent et qui doit rendre compte (et bien souvent, se justifier) auprès de ses supérieurs ; et ils nous font voir ces choses dans des contextes parfaitement localisés et datés, et non pas dans l'abstrait.

Mais ces ouvrages n'abordent guère la vie privée de leurs auteurs : les relations personnelles qu'ils entretiennent avec leurs collègues, la façon dont ils gèrent l'équipe de conseillers et de serviteurs qu'ils sont toujours obligés d'engager à grands frais, les relations avec les membres de leur famille (ceux qu'ils ont emmenés avec eux en poste que ceux qui sont restés au pays), leur rapport à l'argent, leurs doutes occasionnels, etc. Or, tout ceci apparaît beaucoup mieux en évidence dans un second type de source, dont nous nous sommes essentiellement servi cette année : les textes que nous définissons comme des « autobiographies professionnelles ».

Il ne s'agit pas d'un genre homologué dans la littérature chinoise, où l'on trouve pourtant diverses sortes d'autobiographies depuis le début de la période impériale. Les textes que nous proposons d'inclure sous cette rubrique — dans lesquels, donc, des administrateurs racontent, chacun à sa manière mais toujours à la première personne, leur vie d'administrateur — sont de format assez variable. L'on trouve dans certains manuels pour fonctionnaires ce qu'on pourrait appeler des fragments d'autobiographie, des narrations à la première personne où l'auteur met en scène des épisodes particulièrement spectaculaires ou exemplaires de sa carrière. L'un des meilleurs exemples est le *Fuhui quanshu* 福惠全書 (Livre complet du bonheur et de la générosité) de Huang Liuhong 黃六鴻, un manuel pour magistrats datant de 1694 et constamment réédité jusqu'à la fin de l'empire. Nous considérons aussi comme fragments d'autobiographie professionnelle certains recueils de narrations, parfois très vivantes, dont les auteurs se mettent en scène dans leurs fonctions de détective et de juge : ainsi le très populaire *Luzhou gong'an* 鹿洲公案 (Affaires judiciaires traitées par M. Luzhou) de Lan Dingyuan 藍鼎元 (1680-1733), dont le grand historien japonais Miyazaki Ichisada n'hésitait pas à affirmer qu'« on ne trouve pas d'ouvrage plus intéressant sur la société traditionnelle ». Enfin, tout aussi vivant, bien qu'il soit à notre connaissance totalement inconnu, le *Congzheng zalu* 從政雜錄 (Récits variés d'une carrière d'administrateur), publié en 1843 par un certain Su Tingyu 蘇廷玉, qui a en outre l'avantage de nous faire entrevoir la vie à la capitale, dans les rues comme dans les bureaux du ministère de la Justice. Mais si dans leur ton ces fragments évoquent effectivement les autobiographies professionnelles du XIX^e siècle dont il va être question, ils ne s'intègrent pas dans le déroulement d'une carrière ou d'un parcours personnel ; et si certains ne sont pas dénués d'une dimension réflexive, concernant tout au moins les difficultés du métier, ils ne font malgré tout que contribuer à la construction d'une image — d'une

figure : celle du fonctionnaire qui bouscule les habitudes par son refus du *statu quo* et du laisser-aller, par ses talents d'enquêteur et par son autorité, et qui réussit à se gagner l'affection des populations en confondant les exploités et les malfaiteurs qui se croient tout permis, tout en manifestant son humanité envers les petites gens.

C'est indiscutablement une limite que l'on rencontre avec la plupart des textes autobiographiques : leurs auteurs écrivent pour leur propre réputation, et pour celle dont jouirait la profession si elle suivait leur exemple — et, avec quelques exceptions importantes dont nous reparlerons, ils *publient*. Ils ne sont jamais modestes : le simple fait de confesser un échec qui soit dû non à des circonstances échappant à leur contrôle, mais bien à une erreur de leur part, *a fortiori* le simple fait de confesser une faiblesse personnelle, un trait négatif de caractère ou de comportement, leur ferait perdre toute crédibilité et retirerait toute efficacité à leur discours. En dépit des propos pessimistes ou critiques qu'on y trouve occasionnellement, la littérature autobiographique en Chine échappe rarement aux impératifs de la face et du décorum.

En revanche les textes autobiographiques peuvent être très critiques du milieu professionnel dans lequel se meut leur auteur. Le *Huanyou jilüe* 宦游紀略 (Pérégrinations d'un fonctionnaire) de Gao Tingyao 高廷璠 (mort en 1830), dont nous avons déjà parlé l'an passé, en est un exemple instructif et haut en couleur. Ce texte est une authentique autobiographie professionnelle : il débute avec le premier poste de l'auteur, s'arrête à sa retraite, et omet tout ce qui ne concerne pas ses fonctions. On l'a aussi utilisé comme une sorte de manuel (et il a connu à ce titre de nombreuses rééditions), car il inclut plusieurs essais d'un très grand intérêt sur divers problèmes techniques, ainsi que sur certaines habitudes regrettables du milieu des administrateurs. Si sur ce dernier point Gao Tingyao est d'un extrême franc-parler, il est en revanche plus discret pour ce qui le concerne lui-même. Par exemple il affirme à plusieurs reprises refuser tous les cadeaux, mais reste très vague sur ses revenus et ses dépenses et ne nous dit rien sur son patrimoine, sur ses moyens personnels, ou sur ses relations avec sa famille et avec son clan (ce n'est que par sa « biographie familiale » que nous pouvons apercevoir qu'il appartenait à une famille de propriétaires fonciers du Guizhou, probablement assez prospère). Il admet un petit nombre d'erreurs professionnelles, dont il dit avoir eu la chance de ne pas avoir à subir les conséquences, mais ne mentionne aucune de ces faiblesses personnelles ou de ces compromissions qu'admettent à l'occasion d'autres auteurs dont nous parlerons plus bas. Vu à travers son autobiographie professionnelle, Gao Tingyao est un administrateur singulièrement dénué de contexte social ; une très forte personnalité et un homme qui n'avait pas froid aux yeux, mais aussi un personnage lisse et ne laissant guère de prise au doute, et cela tient autant à la perfection apparente de son comportement éthique et professionnel (tels qu'il les présente, en tout cas) qu'à l'extraordinaire confiance en lui-même qu'il manifeste à chaque instant.

D'autres semblent plus « humains ». Gui Chaowan 桂超萬 (1784-1863), auteur d'une autobiographie professionnelle qui porte le même titre que celle de Gao Tingyao, apparaît tout aussi activiste, compétent et intense que ce dernier, mais la narration de sa propre carrière n'exclut pas l'expression çà et là d'une véritable angoisse devant la difficulté de la tâche ; mieux, à la fin de son parcours — alors qu'il est en poste dans la province notoirement ingouvernable du Fujian — il n'hésite pas à parler de dépression (*you* 憂) et à évoquer une anxiété extrême qui a fini par le rendre malade (*ji yu yu er cheng ji ye* 極鬱鬱而成疾也) et l'obliger à demander à être relevé de ses fonctions. Ce genre d'aveu est unique, au moins dans les textes autobiographiques dont nous avons connaissance. En revanche, cette candeur à propos de son propre comportement socio-professionnel que l'on ne trouve guère chez un Gao Tingyao, on la rencontre à l'occasion dans un autre type d'autobiographie professionnelle qui nous a beaucoup occupé cette année, relevant cette fois du genre de l'« autobiographie chronologique » (*zixu nianpu* 自敘年譜).

La biographie chronologique (*nianpu*), qu'on pourrait aussi dire « annalistique », est un format bien connu en Chine, où il semble faire son apparition à l'époque des Song : les événements privés et publics de la vie du personnage, ses activités de quelque nature qu'elles soient, ses œuvres, etc., tout est arrangé dans un ordre strictement chronologique, année par année et mois par mois, depuis la naissance. A chaque année l'on indique pour commencer la date, ainsi que l'âge du personnage — i.e. le tantième millésime (*sui*) depuis l'année de sa naissance, et non pas comme aujourd'hui la durée de sa vie depuis sa date de naissance. Mais par delà ces caractéristiques communes, que l'on retrouve bien sûr dans les autobiographies chronologiques, la variété des contenus est extrême, particulièrement à la fin de l'empire où la rédaction de *nianpu* est devenue une activité extrêmement populaire. Les principaux faits de la vie familiale du sujet et de sa carrière académique et administrative sont toujours mentionnés, mais pour le reste l'auteur peut choisir de mettre l'accent, et avec une plus ou moins grande abondance de détails, sur certains aspects particuliers de ses activités et de son environnement social. C'est ainsi que, parmi les auto-*nianpu*, nous définissons comme « autobiographies professionnelles » ceux où dominant, en nombre comme en développement, les entrées intéressant la vie du sujet en tant qu'administrateur.

Si l'on en croit l'ouvrage classique de Pei-yi Wu sur l'autobiographie en Chine (*The Confucian's Progress*, Princeton, 1990), il n'en existerait qu'un seul exemple avant la dynastie des Qing, le *Xuepu* 學譜 (« Chronique d'un apprentissage »), rédigé à la fin de sa vie par un certain Xu Rijiu 徐日久 (1574-1631). N'ayant pu nous en procurer une copie à temps, nous avons dû passer rapidement sur ce texte qui s'avère en effet extrêmement riche. (Le seul exemplaire existant est conservé à Taiwan.) Sous les Qing, la première autobiographie professionnelle chronologique dont nous ayons connaissance est le *Bingta menghen lu* 病榻夢痕錄 (« Traces laissées par mes rêves sur mon lit de malade ») de

Wang Huizu 汪輝祖, un auteur fameux de manuels pour fonctionnaires, dont la première mouture avait été dictée à ses fils en 1796. Le but avoué du texte est d'offrir un modèle à la profession. En dehors des principaux événements familiaux, qui sont l'occasion pour Wang de mettre en valeur la piété filiale intense qu'il vouait à sa mère naturelle et à l'épouse principale de son père (décédé alors que son fils était encore un enfant), l'essentiel de ses souvenirs consiste en informations détaillées sur sa carrière de conseiller technique, puis de fonctionnaire, sur ses relations parfois conflictuelles avec ses collègues, sur les innombrables affaires qu'il a réglées pour le compte de ses employeurs, et plus tard pour son propre compte, notamment les affaires judiciaires, dont on rencontre un grand nombre et qui sont exposées dans le plus grand détail ; et enfin, sur ses idées concernant l'exercice de l'administration. L'on est tenté de dire que Wang Huizu est encore un homme du XVIII^e siècle. La bureaucratie et la société qu'il décrit sont loin d'être sans problèmes, mais, comme dans ses autres écrits, il reste relativement discret sur la crise morale qui minait en effet le monde des administrateurs en cette fin du règne de Qianlong. Son objet est d'enseigner par l'exemple, non de dénoncer.

Il en va très différemment avec un autre auto-*nianpu* professionnel, plus tardif, sur lequel nous nous sommes longuement étendu. L'autobiographie chronologique de Zhang Jixing 張集馨 (1800-1878) n'a été publiée qu'en 1981, sous le titre *Dao Xian huanhai jianwen lu* 道咸宦海見聞錄 (Choses vues et entendues dans le monde des fonctionnaires sous les règnes Daoguang et Xianfeng). Le début du texte — avant l'entrée de Zhang dans l'administration en 1829 — est en lui-même un témoignage extrêmement intéressant sur la façon dont le fils d'une famille lettrée sans grands moyens matériels et minée de conflits réussit néanmoins, à force de travail et d'expédients, à parvenir aux honneurs. Mais à partir de là Zhang Jixing va avoir une carrière de trente-cinq ans, non sans quelques revers, certes, mais passée pour l'essentiel dans les échelons supérieurs des gouvernements provinciaux. Les trente années de cette carrière couvertes par l'autobiographie (celle-ci s'arrête en 1860) représentent de loin la plus grande partie du texte. Il y est presque uniquement question d'administration et de politique, et d'administrateurs ; et l'auteur en parle avec un réalisme et une liberté de ton qu'aucun des textes équivalents que nous avons pu voir n'approche, même de loin. Le résultat n'est guère édifiant ; et pourtant, dans son récit Zhang Jixing n'est pas le seul à prendre son métier au sérieux et à s'y dévouer avec beaucoup d'énergie. Nous retrouvons donc là le « problème du XIX^e siècle » dont nous avons parlé au début.

Il n'est pas inutile de remarquer, à ce sujet, que la presque totalité des autobiographies professionnelles que nous connaissons datent en effet du XIX^e siècle : celle du Xu Rijiu est la principale exception (mais on pourrait montrer qu'il y a un « problème de la fin des Ming » qui n'est pas sans évoquer notre « problème du XIX^e siècle ») ; quant à celle de Wang Huizu, qui se situe à l'extrême fin du XVIII^e, elle a été très lue au siècle suivant. Ce qui signale les textes du XIX^e siècle,

et qu'on ne trouve pas encore chez Wang Huizu, c'est une certaine façon qu'ont leurs auteurs de revenir sur leur parcours d'administrateur et d'évoquer leur milieu professionnel dans des termes d'urgence et avec le sentiment de vivre une époque de crise dont on ne voit pas trop comment sortir.

Si l'autobiographie chronologique de Zhang Jixing est d'une grande liberté de ton, et si en outre tout indique qu'elle n'était pas destinée à la publication, on n'y trouve pas pour autant cette dimension intime et introspective qui caractériserait, selon certains auteurs, l'autobiographie au sens « moderne » du terme, illustré en Europe, à partir du XVIII^e siècle surtout, par des œuvres dont le prototype pourrait être les *Confessions* de Rousseau. Pour le dire autrement, les souvenirs de Zhang Jixing ne se comparent guère à ces « ego-documents » dont parle Lynn Struve dans une contribution encore inédite consacrée aux témoignages en forme de souvenirs datant des bouleversements la transition Ming-Qing, au XVII^e siècle, dont les auteurs mettent l'accent sur le caractère unique des expériences qu'ils ont traversées et sur la façon dont elles ont retenti sur leur personnalité et sur leur compréhension du monde.

Il n'y a pas d'introspection chez Zhang Jixing, et encore moins d'auto-flagellation ; mais il y a un indéniable degré de transparence et d'objectivité dès lors qu'il parle du milieu des administrateurs, et de lui-même dans sa vie professionnelle. Ces arrangements et ces compromissions dont nous entretenait déjà d'abondance un Gao Tingyao, mais à propos des *autres*, Zhang Jixing n'hésite pas à admettre qu'ils font partie intégrante de la vie de *tout* fonctionnaire ; il nous montre comment lui-même se trouve pris, fût-ce à son corps défendant, dans ces réseaux de services rendus et d'obligations en dehors desquels un bureaucrate n'existe tout simplement pas, ou en tout cas ne peut pas faire grand chose — à supposer bien sûr qu'il considère (comme c'était indiscutablement le cas de Zhang Jixing) qu'il est là non pour profiter de sa position tout en s'évitant des problèmes, mais bien pour agir, et pour essayer d'améliorer les choses. La différence entre les deux auteurs tient peut-être à celle des parcours — Zhang Jixing a évolué dans des sphères beaucoup plus élevées que Gao Tingyao. Elle tient peut-être aussi à l'époque : Zhang est entré dans la carrière alors que Gao avait pris sa retraite depuis deux ans déjà, et les années 1830-1860 pendant lesquelles s'est déroulée cette carrière sont une période de dégradation rapide de l'*ethos* bureaucratique en Chine. Mais elle tient surtout aux intentions différentes des deux textes. Même s'ils ne semblent pas avoir été imprimés avant 1855, les souvenirs de Gao Tingyao ont à l'évidence été conçus comme un message pédagogique fort, destiné à ses futurs collègues, et c'est bien ainsi qu'ils ont été reçus par la suite ; dans son autobiographie, par contraste, Zhang Jixing cherche plutôt à retracer avec la plus extrême minutie un parcours dont le petit cercle de proches susceptible d'accéder à son manuscrit conclura qu'il s'est tiré à son honneur de tâches impossibles, autant qu'il était possible de le faire, et qu'au bout du compte il a su préserver sa dignité dans un contexte où tout poussait à

fermer les yeux sur des comportements injustifiables et à se concentrer sur la poursuite de ses intérêts personnels.

Ce faisant il est plus « sincère » que d'autres mémorialistes, au sens où il ne cherche pas à faire accroire qu'il aura été un modèle de pureté dans un monde pourri, ni en fait qu'il est simplement *possible*, dès lors qu'on fait partie du système, de se protéger de tout arrangement un tant soit peu douteux sur le plan moral. Cela étant, pour notre propos l'intérêt majeur de l'autobiographie de Zhang Jixing repose sur le nombre, la précision et le réalisme des informations qu'il livre sur la vie et les mœurs des bureaucrates de son temps, ainsi que sur le fonctionnement réel d'un certain nombre d'institutions.

Mais il n'y a pas que les institutions publiques. Si pendant toute la durée de sa carrière les détails de la vie familiale de Zhang Jixing, sans être ignorés, passent néanmoins au second plan, il en va différemment pendant ses années de jeunesse. Là aussi le témoignage est impressionnant par son réalisme. Ce que mettent en scène les pages de l'autobiographie consacrées aux années de formation de l'auteur, c'est la négation même des sentiments de respect et de docilité, de générosité et d'entraide supposés régner entre les membres de ces familles étendues de l'élite mandarinale dont étaient issus la majorité des fonctionnaires de l'empire : ce sont, bien au contraire, des jalousies et même des haines capables d'aller jusqu'à la violence physique ; et, au minimum, beaucoup de petitesse et de mesquinerie. Il n'est pas possible ici d'entrer dans le détail, sinon pour mentionner une scène fondatrice, que Zhang appelle la « catastrophe familiale » (*jianan* 家難), marquant l'aboutissement des sentiments de détestation et des comportements agressifs qui opposaient l'aîné de ses oncles au reste de la fratrie. Cet épisode vient en conclusion de disputes et de provocations variées qui se sont déroulées pendant la fête du double-neuf de l'année 1814 (Zhang est alors âgé de quatorze ans) ; au soir, deux des fils du premier oncle se glissent dans la maison du père de Zhang — il y a longtemps que les frères ne cohabitent plus dans l'ancienne résidence familiale — et l'un pousse par ruse l'autre à se pendre dans le but de créer ce qui ne peut qu'être un incident monstre. Ce qui se passe en effet : les parents, frères et sœurs de la victime se précipitent pour mettre la maison à sac, et le scandale est tel que le magistrat est obligé d'établir les faits tels qu'ils se sont déroulés, si gênants soient-ils pour l'image de l'élite locale.

Sans conduire nécessairement à de telles extrémités, les tensions entre frères sont en fait consubstantielles à la structure même de la famille chinoise et du système de transmission intergénérationnelle des biens : le modèle de la grande famille confucéenne harmonieuse n'est le plus souvent qu'un mythe, ainsi que l'illustrent, entre autres choses, les innombrables conflits de succession, d'héritage et de partage des biens portés devant la justice, dont l'on retrouve la trace dans les anthologies de pièces administratives (*gongdu*) dont nous avons parlé. C'est ce que montre aussi, et de façon particulièrement éloquente, un des classiques de l'anthropologie chinoise, *The House of Lim* de Margery Wolf (1968) ;

pourtant, le village de Taiwan où Margery Wolf a fait son « terrain » dans les années 1960 était on ne peut plus différent de la préfecture de Yangzhou où résidaient les Zhang au début du XIX^e siècle. Nous avons également évoqué l'autobiographie chronologique de Yao Tinglin 姚廷遴 (1628-après 1697), le *Linian ji* 歷年記 (« Chronique des années successives »), resté inédit jusqu'en 1982 ; Yao lui-même n'a jamais été fonctionnaire, mais ce document tout à fait unique évoque, de façon là encore très réaliste, les conflits ou, suivant les cas, les comportements d'entraide au sein d'une famille étendue de notables de Shanghai assez comparable à celle de Zhang Jixing, pendant les années de la transition Ming-Qing. Le tableau qui ressort de tels témoignages est intéressant parce qu'il livre une image inhabituelle, et saisissante de vérité, de l'environnement dans lequel se formaient la plupart des futurs fonctionnaires de l'empire. Pour les fils de ces familles de l'élite — plus ou moins huppées, mais toujours à une grande distance du *vulgum pecus* et partageant toutes le même type d'éducation et de valeurs confucéennes — qui s'accrochaient et qui tentaient leur chance aux examens, les années d'apprentissage se déroulaient souvent dans des conditions psychologiques et matérielles qui n'étaient guère faciles. Il est tentant de penser qu'une fois qu'ils avaient passé le cap et se retrouvaient engagés dans la carrière mandarinale, leur comportement était pour une part déterminé par les frustrations et par les difficultés que certains au moins avaient connues — qu'ils avaient, en quelque sorte, une revanche à prendre.

Quoi qu'il en soit, concernant l'avenir de Zhang Jixing le résultat le plus clair de la « catastrophe familiale » est que son père, déjà appauvri à la suite de diverses difficultés avec sa famille, est définitivement ruiné et que cette situation ne peut que retentir négativement sur ses études. Après la mort de son père en 1820, en fait, Zhang ne possède rien et n'a pas même d'endroit où habiter. L'année suivante, le seul de ses oncles avec lequel il entretient des relations correctes lui donne une modeste somme de 200 taels d'argent pour aller étudier à Pékin, acheter un titre d'« étudiant de l'Université impériale » (*jiansheng* 監生), et tenter de passer l'examen provincial (la « licence ») directement à la capitale, comme sont autorisés à le faire les *jiansheng*. Le pari est risqué, mais Zhang s'était fait une certaine réputation comme jeune étudiant et seul le deuil de son père l'avait empêché de devenir « bachelier » (*shengyuan*) et de s'engager dans le cursus académique normal, dans sa province. De fait, il passe l'examen de la licence dès sa première tentative, à l'automne 1822, non sans avoir été sauvé *in extremis* par son frère aîné, lequel paye pour lui les 108 taels nécessaires pour acheter le titre de *jiansheng* — la somme mise de côté à cet effet avait été prêtée par Zhang à un parent, qui ne s'était pas soucié de la lui rendre.

Cet épisode n'est qu'un des nombreux exemples rencontrés dans le texte du rôle multiforme et omniprésent de ce que nous avons appelé la « vénalité légale » dans les carrières publiques à l'époque de Zhang, et, comme nous l'avons vu, pendant toute la durée du XIX^e siècle. Le frère de Zhang avait lui-même débuté une carrière d'officier parce que la famille lui avait acheté une charge — fort

modeste à vrai dire, mais c'était un garçon qui ne réussissait pas dans les études — à l'occasion d'une des « grandes ventes de postes » (*dajuan* 大捐) organisées de plus en plus régulièrement par le gouvernement pour renflouer ses finances ; plus tard Zhang lui offrira à son tour, et à plusieurs reprises, des promotions en lui faisant don des sommes nécessaires.

Dans la mesure où elle lui a permis de passer aussitôt la licence, l'acquisition de son titre de *jiansheng* en 1822 a été cruciale pour Zhang Jixing : devenir licencié (*juren* 舉人) vous faisait en effet entrer de plein droit dans les rangs de l'élite académique la plus huppée. Par la suite, en revanche, il ne semble avoir répondu aux appels de fonds du gouvernement que pour acquérir des points d'avancement dans sa notation, ce qui n'a rien à voir avec le système des promotions vénales. De celui-ci en effet, après avoir réussi au doctorat dans un excellent rang en 1829 il n'a plus vraiment besoin. Mais ce qui nous semble mériter d'être souligné, c'est, d'abord, la fréquence et le caractère très ordinaire du recours à la vénalité officielle dans le récit de Zhang Jixing — de toutes ces contributions de montants variés qui permettaient de débloquent une carrière, d'accélérer un avancement, de récupérer un titre dont on avait été déchu, ou de se faire pardonner une faute administrative ; mais c'est aussi le fait que même un fonctionnaire comme lui, que sa formation, son statut de mandarin titré et fier de l'être et son brillant parcours auraient dû rendre critique à l'égard de ces pratiques, même si elles n'ont rien d'illégal, les accepte comme un fait de la vie et y recourt chaque fois que cela peut arranger ses affaires, ou plutôt celles de ses proches : il apparaît parfaitement intégré à cette culture administrative dans laquelle l'argent était le moyen universel, et encouragé *de facto* par le gouvernement, de se tirer des difficultés de carrière. Il lui est peut-être arrivé, comme quiconque appartenant comme lui à la caste des mandarins ayant emprunté la « voie correcte » (*zhengtú* 正途), de tenir des propos dédaigneux sur ces gens qui n'ont pas passé les examens et qui sont habitués à la « puanteur de l'argent », ou plutôt du cuivre (*qianchou* 錢臭) ; mais on n'en a pratiquement aucune trace dans ses mémoires. En revanche, et c'est un détail rare, il reproduit les propos extrêmement négatifs que lui a tenus à plusieurs reprises l'empereur Daoguang sur les fonctionnaires arrivés par la voie vénale, que celui-ci considérait comme illettrés et ne s'intéressant qu'à l'argent. (Les comptes rendus d'audiences impériales dans l'autobiographie de Zhang Jixing sont du plus haut intérêt, car on y voit le souverain s'exprimer à bâtons rompus et dans un style quasi vernaculaire totalement absent des sources historiques conventionnelles ; d'autres autobiographies de la même époque en donnent des exemples comparables.)

Le parcours de fonctionnaire de Zhang Jixing à la suite de son succès au doctorat, acquis après deux échecs et au terme d'années de préparation fort austères passées pour l'essentiel à Pékin, est l'occasion de passionnantes narrations touchant à la vie politique du temps, aux multiples problèmes rencontrés par le gouvernement de l'empire, et au milieu même des administrateurs. Nous nous y sommes plus spécialement intéressé pour les informations extrêmement

précises que livre le récit concernant, toujours, la place de l'argent dans les carrières mandarinales au XIX^e siècle, mais en dehors du système de vénalité légale cette fois. Zhang affirme à plusieurs reprises avoir toujours refusé de recevoir des pots-de-vin (on dit des « cadeaux »), ou d'en donner pour se tirer d'un mauvais pas. En revanche il a été témoin, et parfois de fort près, de multiples affaires, et il lui est plus d'une fois arrivé de se sentir obligé de fermer les yeux sur des arrangements douteux dans le souci de ne pas créer d'incident inutile et de préserver la paix au sein de l'administration de sa province. Surtout, Zhang s'est très naturellement prêté aux distributions de cadeaux « coutumiers » accompagnant automatiquement certains moments dans les carrières de la haute bureaucratie, de même qu'il a profité, tout aussi naturellement, des revenus non réglementaires mais, là encore, coutumiers, dont nous parlions au début : alors qu'il avait commencé sa carrière en tirant le diable par la queue, quelques années plus tard les chiffres qu'il cite révèlent une extrême aisance. Dans tous les cas, c'est la précision de ses indications sur ces aspects de la vie quotidienne des bureaucrates du XIX^e siècle qui rend son témoignage si précieux.

Les premiers postes occupés par Zhang Jixing ne lui ont pas rapporté beaucoup. Grâce à son très bon rang au doctorat il débute dans les fonctions peu rémunératrices mais prestigieuses de stagiaire à l'Académie Hanlin : l'institution est une sorte de brain-trust littéraire proche du pouvoir central, où l'on se fait des relations et où l'on peut même se faire remarquer de l'empereur, ce qui est effectivement arrivé à Zhang Jixing. Quant à sa première nomination à un poste territorial, par décret spécial, elle l'envoie en 1836 comme préfet dans une région particulièrement déshéritée du Shanxi, au nord de la Grande Muraille, où sévit en outre une grave famine peu après son arrivée en poste. Il y passera cinq années interrompues, comme c'était souvent le cas pour les fonctionnaires ayant acquis une réputation d'efficacité, par plusieurs charges intérimaires correspondant à un grade supérieur au sien. La meilleure preuve qu'il n'y a pas fait fortune, c'est qu'il est obligé d'emprunter à un banquier pour financer son voyage jusqu'à son poste suivant, dans le sud du Fujian.

Nous avons abordé l'an passé, mais en termes surtout théoriques, le problème de l'endettement des fonctionnaires, associé par certains critiques du temps à la vénalité des charges alors qu'en réalité c'est un problème bien plus général, et de plus fort ancien. L'endettement était souvent considéré comme une des principales causes du désir obsessionnel des administrateurs d'obtenir un poste rapportant gros (un « beau poste »). Or, l'autobiographie de Zhang Jixing nous livre un exemple concret, et d'une précision tout à fait exceptionnelle, des circonstances dans lesquelles lui-même a dû en effet s'endetter, et pour combien, et aussi comment et quand il a pu se défaire de ses dettes. Elle nous permet aussi de nous demander si la question de l'endettement des fonctionnaires était plus aiguë au XIX^e siècle qu'avant, comme le suggèrent volontiers les sources.

Comme on l'a vu, Zhang Jixing a débuté sans disposer d'aucune ressource et n'a pu passer le cap de la licence qu'en se faisant aider modestement par un

oncle et par son frère aîné. Il ne nous dit pas grand chose des circonstances financières de son séjour à la capitale avant sa réussite au doctorat, mais il est clair qu'il vivait très modestement, au point qu'il ne pouvait entretenir lui-même son épouse (il trouve à se fiancer en 1823, un an après être devenu licencié, mais il ne se marie qu'en 1827 et jusqu'en 1829 son épouse continue de résider dans sa famille). Ses années comme académicien Hanlin, toujours à Pékin, sont un peu plus confortables, mais elles sont loin d'être prospères. Nous avons aussi vu que son poste de préfet au Shanxi ne semble pas lui avoir permis de mettre le moindre argent de côté — c'est, il y insiste souvent, un poste considéré comme « misérable » (un « poste où on souffre », *kuque* 苦缺). Il nous en dit en fait très peu sur ses finances pendant toute cette période, et il ne mentionne aucun emprunt, ce qui ne veut pas nécessairement dire qu'il ne lui a pas fallu s'endetter pour voyager jusqu'à sa préfecture, engager du personnel, etc. Il signale certaines dépenses et certaines contraintes financières qu'il a probablement couvertes avec les maigres surplus coutumiers que laissait cette préfecture particulièrement pauvre. Contrairement à certains de ses collègues (qu'il ne critique d'ailleurs pas pour cela), il n'a pas de gains à rapatrier dans sa sous-préfecture natale.

Quoiqu'il en soit, le premier emprunt mentionné par Zhang Jixing dans son autobiographie, d'un montant de 4 000 taels, doit lui servir à payer son voyage jusqu'au Fujian, la province éloignée où il a été nommé intendant de circuit, et probablement ses frais d'installation. Il affirme avoir refusé tous les « cadeaux d'adieux » offerts par ses collègues du Shanxi. Son nouveau poste au Fujian n'a pu non plus lui rapporter grand chose, car on est alors en pleine guerre de l'Opium et, comme le montre son récit avec force détails, la situation est quelque peu chaotique et l'impôt ne rentre pas ; mieux même, Zhang affirme hautement qu'il refuse de toucher certains revenus coutumiers, tels que la « taxe » mensuelle prélevée sur les maisons closes et les tripots de Zhangzhou (la préfecture où il a ses bureaux), les plus florissants de la province, qui sont protégés par le petit personnel des différentes administrations. Mais supprimer purement et simplement ces taxes compromettrait ses relations avec les autres fonctionnaires et avec les officiers de la ville, qui tiennent à toucher leur part ; il décide finalement d'accepter les sommes, mais de les reverser comme contribution aux dépenses de l'arsenal local. On ne saurait trouver meilleur exemple de ces arrangements que Zhang Jixing est bien obligé d'accepter, même si lui-même dit ne pas vouloir en profiter, afin d'éviter des frictions avec ses collègues qui poseraient des problèmes bien plus grands que le désagrément moral qu'il affirme ressentir.

Quelques mois après sa prise de fonctions, Zhang apprend le décès de l'oncle dont il avait été désigné comme héritier par adoption, et doit aussitôt rentrer au pays pour observer les vingt-sept mois réglementaires de deuil. C'est une période qui s'annonce particulièrement difficile du point de vue financier, puisqu'il ne touchera aucun revenu ; et ce qu'on peut reconstituer de ses arrangements n'est pas dénué d'intérêt. Il n'a pas encore épuisé les 4 000 taels empruntés avant de

quitter le Shanxi : au terme d'un voyage passablement mouvementé entre Zhangzhou et Yizheng, sa sous-préfecture natale — ce déplacement coïncide avec l'offensive anglaise de 1842 sur le Yangzi, qui se conclura par le traité de Nankin —, il lui reste 1 000 taels ; mais, prévoyant qu'il allait avoir beaucoup de besoins, il a emprunté à Zhangzhou pour financer ledit voyage en se tournant vers les prêteurs habituels en ce genre de circonstances : d'une part, quelques « camarades de promotion » (*tongnian* 同年), autrement dit des collègues qui ont passé l'examen la même année que lui et qui à ce titre ne peuvent refuser de l'aider ; et d'autre part les fameux « banquiers du Shanxi » (appelés *Xiren* 西人 ou *Xigu* 西賈 dans le texte), qui opèrent dans tout l'empire et à qui il avait déjà fait appel lors de son précédent emprunt. Une fois arrivé à Yizheng, les mille taels restant du premier emprunt lui servent à acheter un terrain pour les tombes de son oncle et de sa propre épouse (décédée alors qu'il était encore au Shanxi). La suite du texte abonde en indications très précises — et à vrai dire pas toujours faciles à comprendre dans le détail — sur les arrangements financiers auxquels il est obligé de recourir pour joindre les deux bouts, louer des logements décentes pour sa famille, continuer d'aider son frère, procéder à quelques opérations foncières et immobilières pour assurer ses vieux jours, etc. ; à un moment ses concubines doivent même vendre leurs bijoux.

C'est au moment où Zhang Jixing reprend sa carrière au terme de ces années sabbatiques imposées par la mort de son père adoptif (années dont il gardera une certaine nostalgie pour la liberté qu'elles lui ont laissée) que l'histoire de ses finances personnelles prend un tour entièrement différent. Pendant un certain temps il lui faudra continuer de s'endetter, et pour des sommes bien plus élevées qu'avant ; mais les postes qu'il occupe à partir de là lui garantissent aussi des revenus beaucoup plus conséquents, qui lui permettent non seulement de rembourser ses dettes assez rapidement, mais encore d'acquérir une indéniable aisance — à un moment, en 1849, il se félicitera de ce qu'« à présent, heureusement, la bouillie est assez riche » (*jin xing zhanzhen shao feng* 今幸饘粥稍豐). Il est également possible que les mœurs bureaucratiques ont évolué depuis les années 1830, concernant par exemple la pratique des cadeaux à payer aux fonctionnaires de la capitale, dont il sera question plus bas. Peut-être enfin est-ce Zhang lui-même qui a changé en prenant de l'âge et en montant en grade. Certes, il continue à dire qu'il n'accepte pratiquement jamais les cadeaux et qu'il se tient à l'écart des pratiques de corruption ; mais il n'en apparaît pas moins parfaitement intégré à la vie extrêmement confortable des hautes sphères de la bureaucratie provinciale.

Les dettes que doit contracter Zhang Jixing dès la fin de son deuil sont non seulement plus importantes que dans la première partie de sa carrière, elles ont aussi un usage différent. Il s'agit moins désormais de faire face à des dépenses de première nécessité que de payer des frais que nous dirions de mondanités, ou d'« échanges de bons procédés », si l'on peut traduire ainsi un terme d'usage véritablement universel dans la vie sociale des bureaucrates de l'empire : *ying-*

chou 應酬 (litt. « rendre une faveur »). Quand il se met en route pour Pékin, Zhang a emprunté 4 000 taels, dont 3 000 à un banquier du Shanxi ; mais après avoir remboursé certaines dettes immobilières, fait quelques dépenses d'équipement et mis de côté l'argent nécessaire pour la famille qu'il laisse derrière lui (sa concubine a donné naissance à son premier et unique fils pendant la période de deuil), il ne lui en reste plus que 1 000, qui vont fondre comme neige au soleil pendant les cinq ou six mois qu'il passe à la capitale avant de regagner Xi'an, la capitale du Shaanxi, où il a été nommé intendant des grains.

Les quelques paragraphes de l'autobiographie consacrés à ce séjour à Pékin nous font toucher du doigt les difficultés qu'un personnage plutôt honnête et, surtout, très désireux d'être un bon fonctionnaire, comme l'était incontestablement Zhang Jixing, pouvait rencontrer s'il souhaitait effectivement « surveiller sa conduite » (*caoshou* 操守, le terme que l'on traduit habituellement par « intégrité »). Dès son arrivée à Pékin, ce ne sont soir après soir que banquets et réjouissances avec tous les vieux amis qu'il a retrouvés et avec ses nouvelles connaissances. Et lorsqu'à la veille de son départ, après une audience où l'empereur l'a adjuré de rester digne de sa réputation d'intégrité, il se retrouve sans le sou, il s'exclame : « A présent que j'ai obtenu ce nouveau poste, tous ces gens qui ont fait connaître mon nom, je ne puis pas ne pas le leur revaloir (*yingchou*) ! » Tel est en effet le problème des « cadeaux d'adieu » (*biejing* 別敬), dont on aura une illustration plus spectaculaire encore lors du passage suivant de Zhang à Pékin. Il va lui falloir emprunter pas moins de 16 000 taels, dont un gros emprunt de 9 000 taels à 1 % environ d'intérêt par mois à un courtier maritime de Canton, par l'intermédiaire d'un collègue originaire de la région : ses dépenses en cadeaux, affirme-t-il, atteignent les 17 000. (D'autres emprunts moins importants sont mentionnés.) Il faut souligner au passage que *biejing* ne saurait se traduire par « pot-de-vin », contrairement à ce qu'affirme un grand dictionnaire chinois récent : Zhang Jixing ne cherche pas à *corrompre* ses correspondants à la capitale, sans quoi il n'en aurait pas parlé. Simplement, il fait ce qui se fait et ne cherche pas à échapper aux politesses d'usage ; et c'est bien là, en effet, tout le problème.

Le passage suivant de Zhang Jixing à Pékin se situe en 1847 : il a été promu juge provincial du Sichuan et avant de se rendre à Chengdu a demandé à être reçu en audience par l'empereur. Il le sera en effet, par trois fois. A la fin du dernier entretien l'empereur Daoguang lui intime l'ordre de regagner son nouveau poste au plus vite et de ne pas perdre son temps à Pékin en « mondanités inutiles » (*zuo wuyi zhi yingchou* 作無益之應酬). Or, c'est exactement ce qu'il fait : ainsi qu'il le remarque, « c'est la condition commune des fonctionnaires de province que d'être accablés de banquets et de vins d'honneur (*kun yu jiushi* 困於酒食) », et les détails qu'il donne sont, à notre connaissance, uniques. En effet Zhang met des *chiffres* et des réalités administratives derrière cette notion relativement banale qu'en effet les fonctionnaires de la capitale, qui en étaient réduits à leurs seuls salaires, recherchaient tous les moyens d'extorquer quelques

fonds à leurs collègues de province, puisque ceux-ci étaient réputés avoir toute facilité pour s'enrichir. Ainsi va-t-il systématiquement rendre visite aux membres du Grand Conseil — le cœur même du pouvoir, auquel tout contact de nature privée avec les fonctionnaires du cadre régulier était rigoureusement interdit au XVIII^e siècle —, à leurs assistants, aux présidents et vice-présidents des ministères, et à d'autres de moindre importance ; et il indique ce qui était apparemment le tarif des « cadeaux d'adieu » à l'époque : 400 tael pour les grands conseillers (il n'y en a qu'un — un Mongol — qui refuse), 100 pour leurs assistants (les *zhangjing* 章京) si on est en relations professionnelles avec eux, 100 pour les présidents de ministères ou équivalents, et ainsi de suite. Cet arrosage général et, à l'évidence, tout à fait routinier, qui concerne aussi de multiples personnes avec qui Zhang entretient des relations d'obligations mutuelles, tels que ses camarades de promotion ou ses compatriotes résidant à la capitale — dont on peut être sûr que, suivant l'habitude, ils lui couraient après pour l'inviter et recevoir, en retour, un cadeau d'adieu —, tout cela lui aura coûté plus de 15 000 tael ; mais, cette fois, il ne nous dit pas avoir dû emprunter pour financer ces largesses.

C'est que, si au début de 1845 Zhang Jixing était parti pour le Shaanxi endetté comme il ne l'avait jamais été, on ne peut que constater qu'il était arrivé à apurer une grande partie de ses dettes dans l'espace de quelques mois ; et c'est à l'évidence parce que son nouveau poste était infiniment plus rentable que ceux qu'il avait occupés précédemment. De fait, toute cette partie de ses mémoires est d'un intérêt exceptionnel pour la précision et le réalisme avec lesquels Zhang décrit les règles non écrites, auxquelles il ne cherche pas plus qu'un autre à se soustraire, en vertu desquelles, d'une part, des surplus fiscaux non réglementaires plus ou moins importants (les *lougui* 陋規) — en tout cas beaucoup plus importants que les salaires légaux — étaient réservés au titulaire de chaque poste dans l'administration territoriale, et d'autre part en vertu desquelles tout bureaucrate occupant des fonctions soit d'autorité soit d'influence, que ce soit à la capitale ou dans les provinces, voyait remonter vers lui sous forme de cadeaux des sommes parfois considérables, et ceci à des dates fixes et connues de tous. (A la fin de sa première année à Xi'an, par exemple, Zhang évoque les « cadeaux de chauffage », *tanjing* 炭敬, qu'il faut faire parvenir aux dignitaires métropolitains avant le nouvel an.) C'est en fin de compte la différence entre ces revenus non réglementaires mais garantis (sous forme de *lougui* et de cadeaux) et les charges, en cadeaux ou autres services, ou encore en déficits de trésorerie à rembourser, pesant sur chaque poste, qui détermine la « valeur » officieuse de celui-ci, c'est-à-dire le bénéfice net que le titulaire peut en espérer ; et c'est cette « valeur » (qui n'est pas nécessairement fonction de l'importance politique ou hiérarchique du poste) qui fait que, lorsqu'il y a un intérim à assumer, comme c'est sans arrêt le cas, les candidats se précipitent ou au contraire personne n'en veut. Il ne manque pas de témoignages pour montrer à quel point la « valeur » des postes, et la nomenclature officieuse qui en découle — du « poste misérable »

au « poste gras » —, sont devenues une véritable obsession dans le milieu des administrateurs au XIX^e siècle.

L'intendance des grains à Xi'an, sur laquelle Zhang nous livre des détails saisissants, offre un superbe illustration de cette situation. Le poste passe dans la profession pour procurer des revenus colossaux, mais Zhang montre que, même si sans avoir à se montrer particulièrement rapace on peut en espérer en temps normal un revenu confortable, les choses sont malgré tout plus compliquées. D'abord, il a pu lui-même constater que ce que nous avons appelé les revenus non réglementaires mais garantis sont en fait susceptibles de varier en fonction de la conjoncture économique : en 1846 la perception de l'impôt en grains que l'intendant est chargé de stocker dans ses greniers de Xi'an pour les reverser aux troupes mandchoues et chinoises au titre de la solde est momentanément suspendue pour cause de sécheresse ; du coup, le montant des surcharges qui s'ajoutent aux livraisons et dont l'intendant et son personnel tirent leurs revenus tombe pratiquement à zéro. Mais il n'est pas question de diminuer pour autant le montant des cadeaux attendus de l'intendant des grains : il faut continuer comme d'avant de verser les commissions coutumières (*lougui*) au gouverneur général, au gouverneur et au général mandchou de la région ; si bien que l'intendance des grains se retrouve pour un temps dans les plus grandes difficultés. Cette priorité *de facto* réservée aux intérêts privés des fonctionnaires est mentionnée dans quantité d'autres sources ; elle revient à affaiblir l'État au profit de ses serviteurs en instaurant une confusion entre revenus publics et revenus privés qui est à *sens unique* : en cas de crise fiscale les revenus privés des administrateurs sont aussi longtemps qu'il est possible maintenus à niveau, en ponctionnant sur les réserves publiques si nécessaire, et de là viennent ces déficits toujours plus importants dans les finances locales que l'on ne cesse à cette époque de déplorer. Il est frappant qu'un personnage plutôt recommandable, comme l'est apparemment Zhang Jixing, ne se scandalise pas de cette situation, ni de la mentalité qu'elle reflète, mais se contente de remarquer qu'à son niveau cela lui pose bien des problèmes. Au total, on est bien tenté de parler d'un développement pervers du système de financement parallèle de la bureaucratie. Ce développement, que les réformes fiscales de Yongzheng dans les années 1720 visaient précisément à rendre impossible, est difficile à dater exactement, mais on en discute dès la fin du XVIII^e siècle, et le point d'aboutissement est on ne peut mieux en évidence en cette première moitié du XIX^e.

Ce que nous apprend aussi l'autobiographie de Zhang Jixing, c'est qu'en plus de ses fonctions réglementaires de perception, de stockage et de redistribution des grains destinés aux troupes — fonctions dont Zhang nous dit qu'elles ne sont en fin de compte pas très difficiles à assumer —, l'intendant des grains (*duliang dao* 督糧道) du Shaanxi a la responsabilité officielle, et à tous points de vue bien plus lourde, d'organiser et de financer l'accueil de tous les dignitaires et personnages influents de passage à Xi'an. Or, il y en a beaucoup, car la capitale du Shaanxi est un nœud de communications et un point de passage

obligé sur la route du Sichuan et du Gansu, et aussi sur celle du Tibet et de l'Asie centrale, où la présence militaire des Qing est importante et où, par surcroît, la plupart des postes et des commandements sont réservés à des Mandchous proches de la maison impériale, qu'il ne s'agit donc pas de traiter à la légère. Et en effet on les traite très bien : Zhang Jixing a quelques paragraphes savoureux sur le cérémonial d'accueil auquel il est chaque fois obligé de se plier, l'organisation de représentations théâtrales (deux troupes au minimum) en accompagnement de banquets où sont également conviés les autres fonctionnaires de la ville et où doivent impérativement être servis (pour les plus hauts personnages en tout cas) les mets les plus rares et les plus difficiles à trouver dans un endroit comme Xi'an, et enfin les cadeaux à offrir le lendemain au moment du départ.

Tout ceci donne donc une image bien particulière de nos administrateurs — et en même temps, une image tout à fait conventionnelle dans un certain discours critique : non seulement les bureaucrates se gobergent aux frais du peuple, mais encore ils ne font pas grand chose d'autre. A l'intendance des grains, qui est un peu le lieu géométrique de ces festivités, c'est certain, et Zhang Jixing n'en est pas particulièrement fier : ainsi qu'il l'écrit dans une lettre à un collègue, « Passer ses journées à accompagner les gens qui partent et accueillir ceux qui arrivent, à écouter des opéras et à banqueter, pour quiconque a du discernement il y a de quoi avoir honte ! »

Et bien sûr, toutes ces mondanités que l'intendant des grains est supposé financer sur ses propres revenus reviennent très cher : s'il y ajoute les autres cadeaux et *lougui* à distribuer aux chefs de la province et aux bureaucrates influents de Pékin, il lui faut déboursier quelque 50 000 taels par an, à comparer avec un revenu qui ne serait en année normale que de 60 000. Le poste passe pour magnifiquement riche, affirme Zhang Jixing, mais il ne l'est pas. Ces chiffres qu'il donne sont d'ailleurs à accueillir avec prudence : ils impliquent un revenu net de 10 000 taels, alors que les remboursements de dettes auxquels Zhang dit lui-même avoir procédé pendant sa première année à Xi'an excèdent ce montant. Quoi qu'il en soit, il est clair que le niveau des rentrées dépendait en grande partie de l'attitude adoptée par le titulaire du poste. Si Zhang regrette avoir dû, par nécessité, laisser son personnel se livrer aux dépens des contribuables à certains excès qu'il réprouvait, il affirme hautement ne s'être jamais comporté de façon extorsionniste, alors que les tentations ne manquaient pas. D'autres en revanche n'ont pas de tels scrupules. Il est à cet égard frappant de constater à quel point les *suppléances* à ce genre de poste réputé rapporter gros étaient recherchées. (Par définition un poste d'intérimaire était beaucoup plus facile à obtenir, surtout par influence, qu'une nomination comme titulaire décidée par la Cour.) Il n'était pas alors question de se montrer modéré : ceux qui avaient mis tous leurs efforts à obtenir un intérim cherchaient à en extraire un profit maximum pendant les quelques mois qui leur étaient impartis. Comment, s'indigne notre auteur, des fonctionnaires de ce rang peuvent-ils de la sorte « consi-

dérer leurs suppléances comme des entreprises de pillage » (*shushi ru daqiang* 署事如打搶) ?

Ce problème des suppléances (ou intérim) apparaît en fait fondamental dans la vie administrative des provinces au XIX^e siècle, et il est loin de concerner seulement ces postes importants que l'on se dispute (raconte Zhang) jusque dans le cabinet du gouverneur. L'accélération très forte des rotations *de facto* de fonctionnaires — entendons, même si les titulaires restent nominalement en poste — à laquelle on assiste pendant cette période s'explique probablement par l'alourdissement séculaire de la charge administrative dans les provinces, dont il serait facile de multiplier les exemples, par la rareté des fonctionnaires passant pour réellement efficaces, que l'on tendait à déplacer sans cesse au gré des problèmes qui se posaient, et par la multiplication des « stagiaires » en attente de nomination qui peuplaient les capitales provinciales et que l'on pouvait affecter à toutes sortes de tâches, y compris le remplacement temporaire des magistrats mutés ailleurs ou détachés pour des missions *ad hoc*. Même en l'absence de données statistiques, on peut affirmer sans crainte d'erreur que la durée effective de présence des fonctionnaires dans les postes territoriaux s'est considérablement raccourcie par rapport au siècle précédent. Outre qu'elle était une invite à maximiser les profits hors budget et qu'elle compromettait la continuité de l'administration locale, cette situation semble avoir eu pour effet de créer un véritable marché des affectations temporaires au niveau provincial, entièrement contrôlé dans les faits par les gouverneurs puisqu'eux seuls étaient habilités à attribuer missions et suppléances ; et il est notoire qu'ils en profitaient financièrement, tant il est vrai qu'une bonne affectation n'allait pas sans quelque cadeau. Si le phénomène est déjà dénoncé dans la dernière partie du XVIII^e siècle, il y a surabondance de preuves pour montrer qu'il prend une tout autre dimension dès la première moitié du XIX^e.

La banalisation de ce marché des affectations n'a fait que s'ajouter à d'autres facteurs, déjà évoqués, qui tous ensemble paraissent avoir agi négativement sur la qualité de l'administration au XIX^e siècle : l'obsession du gain, les comportements carriéristes qui en découlent, un milieu professionnel où tout semble déterminé par les échanges de cadeaux et de faveurs, une discipline administrative de plus en plus relâchée, des bureaucrates d'abord soucieux de leur confort et de leurs plaisirs, des finances publiques s'enfonçant dans le déficit, et enfin, à en croire au moins certains imprécateurs, une indifférence générale à la condition des populations et aux intérêts de l'État. C'est sur de tels éléments, dont il est facile de multiplier les illustrations, que se sont fondés nombre d'historiens pour donner une image résolument noire et totalement négative de la bureaucratie impériale pendant le dernier siècle des Qing. Les préfaciers modernes de l'auto-biographie de Zhang Jixing, pour en rester au même exemple, affirment que ce qu'il décrit de façon « relativement objective », c'est un système de gouvernement inepte, corrompu, cruel envers les populations, et totalement décadent, un univers pourri dans lequel lui-même serait l'exception qui confirme la règle.

C'est à notre avis une vision tout à fait erronée. Tout comme certains de ses contemporains que nous avons également cités, Zhang Jixing décrit en effet, et parfois avec une certaine crudité, une bureaucratie perclue de problèmes où les personnages médiocres ou malfaisants ne manquent pas. Il se plaint d'un grand nombre de pratiques qu'ils juge soit ridiculement dispendieuses, soit dysfonctionnelles, soit déshonorantes, soit, tout simplement, gravement attentatoires aux intérêts les plus élémentaires de la population. Mais ce système dont il souligne les dysfonctionnements, il n'en fait pas la satire désespérée qu'on trouvera dans une certaine littérature romanesque et journalistique des dernières années du siècle : il en est lui-même partie prenante, et sincèrement ; malgré tout ce dont il a été témoin, il continue manifestement de croire en la possibilité au moins théorique d'en restaurer les vertus. Au reste — et cela restera valable pratiquement jusque dans les années 1890 —, il n'y a pas d'alternative concevable.

La confiance d'un Zhang Jixing dans la possibilité d'améliorer le système et d'en préserver ou d'en restaurer l'efficacité n'est pas seulement théorique. Lui-même s'y dévoue, et même s'il faut admettre qu'il tend naturellement à soigner son image, ce qu'il décrit autour de lui est loin d'être entièrement négatif. Il mentionne d'autres personnages qui ont droit à toute son estime professionnelle et personnelle, voire à toute son admiration : des fonctionnaires honnêtes et attentifs, des officiers énergiques et efficaces, des chargés de mission à qui l'on recourt régulièrement car on connaît leur compétence, des gouverneurs hautement qualifiés et qui en imposent. Ses premières années dans l'administration territoriale, comme préfet au Shanxi, sont assez impressionnantes par l'énergie et l'inventivité qu'il déploie dans des circonstances pourtant propres à susciter le découragement. Par la suite, même si l'enthousiasme du débutant spécialement appointé par l'empereur tend visiblement à s'émousser, Zhang Jixing se fera une réputation de *problem fixer* par son talent pour remettre de l'ordre dans les situations parfois inextricables et grevées d'irrégularités laissées par ses prédécesseurs, et il sera très demandé pour cela : pendant un intérim comme préfet de la capitale provinciale du Shanxi en 1839 il liquide plus de deux cents affaires judiciaires qui s'étaient accumulées sans être résolues, et on aurait bien aimé le garder ; à l'intendance des grains de Xi'an il réussit à résorber divers abus encouragés par ses prédécesseurs, qui compromettaient le paiement régulier des soldes militaires ; comme juge provincial au Sichuan à partir de 1847 il consacre des efforts considérables à changer les conditions épouvantables qui régnaient dans les prisons de la province ; comme trésorier provincial intérimaire un peu plus tard il parvient à remettre de l'ordre dans les comptes invraisemblablement confus dont il a hérité, procède à un vaste audit et en six mois d'efforts réussit avec son équipe à apurer plusieurs centaines de lignes budgétaires, ce qui lui vaudra une recommandation secrète du gouverneur général auprès de la cour.

De tels exemples pourraient être multipliés, et pas seulement dans l'autobiographie de Zhang Jixing — nous avons cité plusieurs autres textes comparables, et tout aussi précis dans les détails techniques qu'ils nous livrent. De même pourrait-

on citer une vaste quantité de recueils de documents administratifs (*gongdu*) qui tous illustrent, sous les formes et dans les circonstances les plus variées, les efforts infatigables d'une minorité agissante d'administrateurs, qu'on peut sans doute dire d'élite, pour remettre dans la mesure du possible les choses en ordre et rattraper les effets dysfonctionnels de la négligence, de l'incompétence, du souci exclusif du profit rapide, et de conditions objectives qui rendent en effet de plus en plus difficile, pour ne pas dire acrobatique, l'exercice du « bon gouvernement » : la crise financière, la surcharge administrative, les calamités naturelles et la dégradation des infrastructures, les tensions sociales, le banditisme, la rébellion et la guerre. Le problème d'interprétation que nous semble poser le XIX^e siècle, c'est, encore une fois, la discordance entre la vision conventionnelle de la période véhiculée par presque toute l'historiographie et ces efforts persistants et pas toujours vains d'une minorité — peut-être moins petite qu'on ne le croit, après tout — pour faire durer l'idée et la possibilité même du bon gouvernement, dans sa définition chinoise traditionnelle, en dépit des contraintes que l'on vient d'évoquer. Même à la veille des catastrophes qui vont s'abattre sur une bonne partie du pays dans les années 1850, il n'est certainement pas possible d'affirmer, comme tant d'auteurs, que l'empire est systématiquement mal administré.

Cela étant, si elle est toujours graduelle, professionnelle et, surtout, réaliste, l'approche de ces « héros de l'administration » (comme il arrive à certains de se désigner) n'en reste pas moins limitée la plupart du temps à de simples efforts de remise en ordre : il s'agit, essentiellement, de stratégies pour parer au plus pressé en essayant de préserver les principes.

Parer au plus pressé et retarder les échéances : peut-être en fin de compte est-ce cela qui caractérise ce premier XIX^e siècle dont nous avons parlé cette année, et qui en est aussi, après tout, le problème. Pour illustrer cette démarche l'on ne saurait mieux faire que de laisser, en conclusion, la parole à l'empereur Daoguang lui-même. Lors d'une des audiences accordées à Zhang Jixing avant son départ pour le Sichuan, en 1847, l'empereur fait la profession de foi suivante :

Tu vas partir là-bas, toutes les dispositions sont prises, et je n'ai plus grand chose à ajouter. C'est comme une famille qui posséderait une grande maison. A mesure que les années s'accumulent et que les mois passent, quand ce n'est pas l'aile orientale qui s'effondre, c'est l'aile occidentale qui se délite. Si les habitants de la maison recollent et réparent à mesure, bien sûr que la maison restera toujours sur pieds ; alors que s'ils laissent les choses se dégrader, il arrivera nécessairement un jour où il faudra entreprendre des grands travaux. Ce que je dis là, c'est peut-être une petite chose, mais ça peut t'apprendre beaucoup. C'est une invitation à *prendre ses précautions* ; tu feras bien d'y réfléchir !

A quoi Zhang Jixing répond : « Les sages desseins de votre majesté sont profonds et voient loin, c'est un enseignement digne d'être préservé pour dix mille générations ! »

Assurer la continuité du petit entretien pour ne pas avoir à entreprendre de grands travaux : cette philosophie a certainement présidé à l'exercice du gouvernement en Chine pendant de longues périodes, et avec succès. Mais en 1847 il est un peu tard pour prendre une option sur dix mille générations. Le délabrement de l'empire et de son administration est trop avancé, et il suffira d'un tout petit nombre d'années pour que la guerre civile fasse rage, que de vastes régions échappent au contrôle du centre, que l'État assiste impuissant à l'effondrement de son administration dans la moitié de ses provinces, et que les empiétements toujours plus insistants des puissances étrangères posent des questions que personne n'avait anticipées.

Ces questions constituent pour une bonne part l'originalité du second XIX^e siècle en Chine, dont nous parlerons l'année prochaine. Tenter d'y répondre sera effectivement, pour les Chinois et leurs administrateurs, une invite à entreprendre de grands travaux — autrement dit, des réformes d'envergure —, dans le domaine de l'administration de l'empire comme dans beaucoup d'autres ; mais ces travaux seront très lents à démarrer, et ils prendront un temps interminable en raison des remises en question structurelles, pour ne pas dire philosophiques, qu'ils entraînent. Comme nous le verrons, la persistance des figures traditionnelles de l'administrateur pendant cette période de changement forcé est un des traits qui arrêtent le plus, même si elle n'exclut pas une adaptation progressive qu'il conviendra d'analyser.

*

Nous avons repris et notablement élargi le thème de l'autobiographie professionnelle en Chine à l'occasion de quatre cours et quatre séminaires donnés à l'Istituto universitario orientale de Naples.

*

Le séminaire donné à Paris a été consacré, pour la troisième et dernière année, au *Mengqi bitan* 夢溪筆談, composé après 1088 par le haut fonctionnaire et polymathe Shen Gua 沈括 (1031-1095). L'essentiel de nos efforts, auxquels ont participé les membres du groupe de travail qui se réunit depuis plusieurs années à l'Institut des Hautes Études Chinoises du Collège de France autour de ce texte dont on n'a jamais fini de faire le tour, a porté sur le chapitre 17, consacré à la calligraphie et à la peinture (*shuhua* 書畫). Les nombreuses notules auxquelles nous a en particulier introduits M. Hubert Delahaye (Collège de France) ont permis d'engager la discussion sur les aspects les plus divers de la culture artistique des lettrés du XI^e siècle : 1) les problèmes de la représentation et de l'inspiration : réalisme vs. vraisemblance, « esprit » (*shen* 神), « vitalité » (*shengdong* 生動) et « harmonie spirituelle » (*qiyun* 氣韻) vs. exactitude, perspective, réduction et abréviation, analyse iconologique ; 2) les effets de « distinction »

sociale : la critique de l'amateurisme et de l'ignorance des « gens ordinaires » par opposition aux vrais connaisseurs, le snobisme des nouveaux riches ; 3) le marché de la peinture et de la calligraphie, les anecdotes sur les collectionneurs, le problème des faux ; 4) les anecdotes sur des artistes fameux ; 5) les problèmes de technique picturale ou calligraphique.

M. Joël Brenier (groupe d'études sur Shen Gua) nous a proposé une récapitulation extrêmement éclairante sur l'histoire textuelle du *Mengqi bitan* et les interrogations qu'elle soulève. M. Christian Lamouroux (EHESS) a fait une mise au point hautement utile sur le problème épineux de la titulature officielle à l'époque des Song, dont la complication est unique dans l'histoire de la fonction publique chinoise en raison de la disjonction entre les « offices » (*guan* 官), correspondant à un rang de traitement et de responsabilité dans l'administration, et les « mandats », ou « missions » (*chaiqian* 差遣), correspondant aux fonctions effectivement assumées. La compréhension de cette double nomenclature est essentielle pour celle d'un texte comme le *Mengqi bitan*, où les anecdotes relatives à la vie des bureaucrates abondent. Enfin, M. Fu Daiwie (Université Tsinghua, Taiwan), l'un des plus éminents spécialistes actuels du *Mengqi bitan*, nous a présenté une synthèse de ses réflexions sur la notion de nature dans l'ouvrage et la position épistémologique de Shen Gua.

PUBLICATIONS

« Qingdai Zhongguo shehui jingji fazhan yu guanli difang shiwu zhi fanan » 清代中國社會經濟發展與管理地方事務之煩難 (Le développement socio-économique dans la Chine des Qing et les difficultés de l'administration locale), in Beijing daxue Zhongguo chuantong wenhua yanjiu zhongxin 北京大學中國傳統文化研究中心, éd., *Wenhua de kuizeng : Hanxue yanjiu guoji huiyi lunwen ji (shixue juan)* 文化的饋贈——漢學研究國際會議論文集 (史學卷) (Le legs de notre culture. Actes du congrès international d'études chinoises, section d'histoire) (Pékin, Beijing daxue chubanshe, 2000), pp. 222-225.

« Chuangli, chongtu he changguihua : 1594-1700 nian de cheqian shouguan zhi » 創立、衝突和常規化——1594-1700 年的掣籤授官制 (Creation, Conflict, and Routinization : Appointing Officials by Drawing Lots, 1594-1700), *Zhongguo xueshu*, vol. 2, n° 3 (2001), pp. 95-119.

PARTICIPATION À LA VIE SCIENTIFIQUE

Missions de recherche à Pékin (novembre 2000, juin 2001).

Directeur de l'Institut des Hautes Études Chinoises du Collège de France.

Président des Instituts d'Extrême-Orient du Collège de France.

Co-directeur de la revue internationale de sinologie *T'oung Pao*.

Directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.